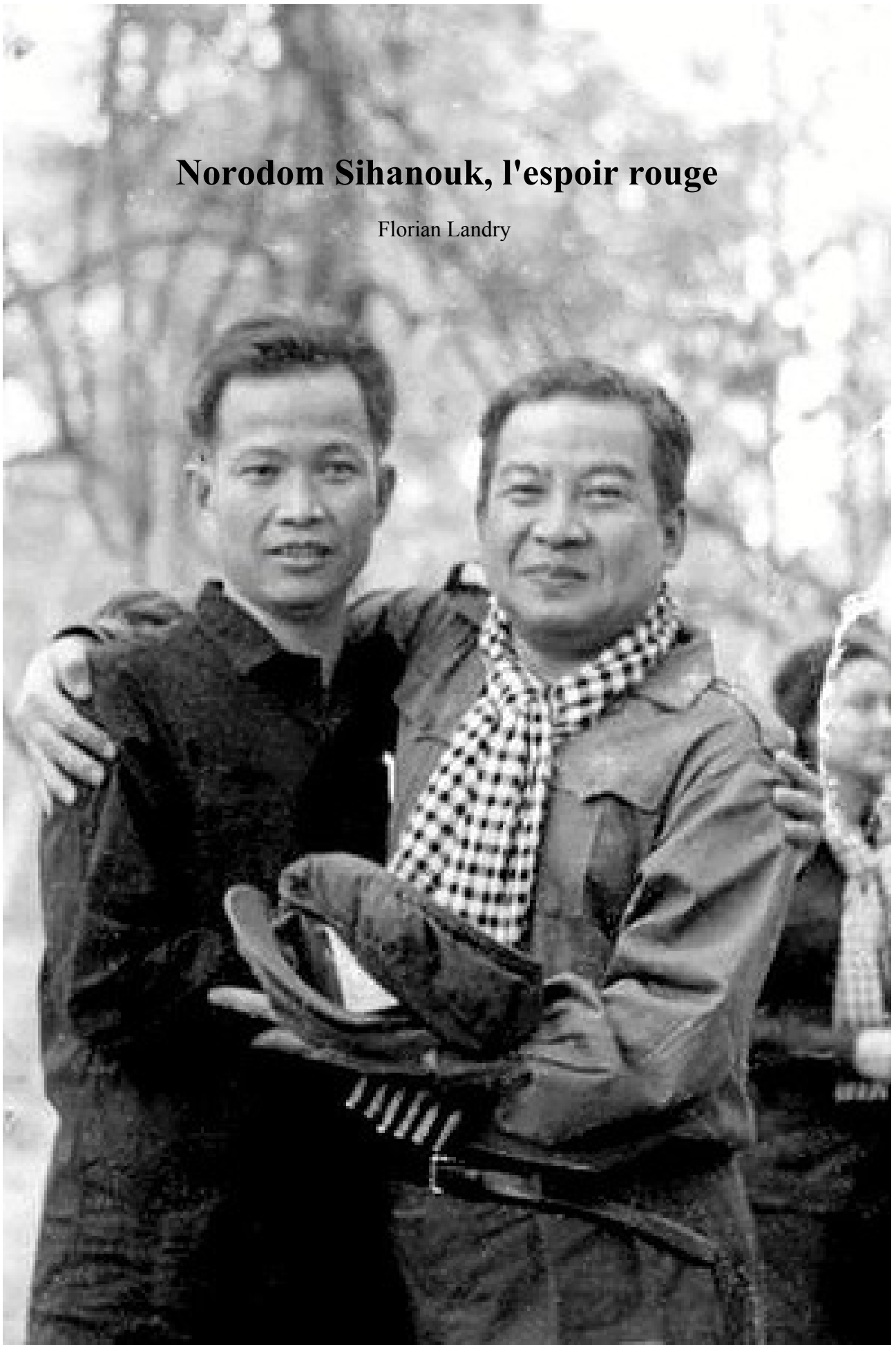


Norodom Sihanouk, l'espoir rouge

Florian Landry



« I do not want to become a kind of Hirohito who produces cameras, or an Elizabeth of England who cares only for horses. Even less do I want to turn like Juan Carlos, who's just a ghost of Franco »

Norodom Sihanouk, juin 1973

Pour quiconque s'intéresse au Cambodge, deux périodes bien différentes marquent l'histoire de ce pays d'Asie du Sud-Est. La première s'étend du IX^e au XIII^e siècle, ère pendant laquelle l'empire khmer couvre de son emprise une majeure partie de la péninsule indochinoise. Le faste de cette époque demeure aujourd'hui perceptible à travers les temples d'Angkor : Angkor Vat, Angkor Thom, Preah Khan, autant d'édifices qui font la fierté des khmers et qui, sans nul doute, doivent être admirés pour percevoir la puissance, désormais révolue, que ce peuple pouvait avoir sur sa région. Les acteurs de cet âge sont pour autant moins connus du public, mais on peut notamment souligner les règnes de Suryavarman II et de Jayavarman VII comme ayant laissé une empreinte sur l'histoire cambodgienne.

La seconde période citée comme ayant marqué l'histoire du Royaume du Cambodge est bien plus récente et malheureusement d'autant plus tragique. Il s'agit du régime du Kampuchéa démocratique, ou, autrement dit, le gouvernement des Khmers rouges. Du 17 avril 1975 au 7 janvier 1979, soit durant 3 ans, 8 mois et 20 jours, le régime khmer rouge dirige le Cambodge d'une main de fer. Les conséquences en sont terribles. Ainsi, plus d'1,7 millions de personnes vont perdre la vie sous le joug du régime, soit environ 21% de la population du Cambodge de l'époque. A comparer aujourd'hui, cela équivaldrait à plus de 14 millions de français qui mourraient en l'espace de seulement quelques années. A cela, il faut ajouter les tortures, les déportations, les viols. Il est évident qu'aujourd'hui encore la douleur de ces années continue à se faire ressentir. En témoigne la création des Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens pour juger les hauts dirigeants khmers rouges. Le 3 février 2012, trente-trois ans après la chute du régime, un premier jugement a été rendu à l'encontre de Kaing Guek Eav, alias Duch. Cet ancien directeur de la prison S-21, ou *Tuol Sleng*, a été condamné par la Chambre de la Cour suprême à la réclusion à perpétuité. Des procès étant toujours en cours, cette page de l'histoire cambodgienne n'est pas définitivement tournée et il est certain que des années, voire des décennies seront nécessaires afin de panser les plaies nationales.

C'est de ce second moment historique qu'il s'agit ici de discuter. Non pas en listant les crimes, les souffrances du peuple khmer, mais en décrivant cette dramatique période à travers le prisme d'un homme. Mettez un pied au Cambodge et, dans les lieux publics, les restaurants, les musées, partout vous apercevrez sa photo. Cet homme, c'est Norodom Sihanouk. Son destin est celui du Cambodge et l'histoire cambodgienne du XX^e siècle est associée à son existence. Ainsi, durant la seconde moitié de ce siècle, il sera tantôt roi du Cambodge, chef de gouvernement, chef d'Etat, chef des Khmers rouges ou encore Président de la République des Khmers rouges. Il s'agit de s'interroger sur le rôle de ce dernier dans l'accession au pouvoir des Khmers rouges et dans les crimes qui vont en résulter.

Né le 31 octobre 1922 à Phnom Penh, Norodom Sihanouk est un membre de la famille royale cambodgienne. A cette époque, et depuis 1863, le pays est sous protectorat français. Cette situation politique est importante pour comprendre les agissements futurs du prince. D'autant plus importante que c'est la France par l'intermédiaire de l'amiral Decoux, gouverneur général de l'Indochine, qui décidera de faire de Norodom Sihanouk un roi. En effet, en 1941, Sisowath Monivong meurt, laissant le royaume orphelin de son roi. La logique voulait que ce soit Sisowath Monireth, fils du défunt monarque, qui accède au trône. Cependant, la jeunesse de Norodom Sihanouk plaît à la France, probablement pour des questions d'influence, et, malgré de multiples tractations contraires, c'est bien ce dernier qui accède au trône. A 18 ans, le 26 octobre 1941, Norodom Sihanouk est couronné roi. Il abdiquera définitivement le 7 octobre 2004, laissant la place à son fils, le roi Norodom Sihamoni. Toutefois, entre ces deux dates, la vie de Sihanouk n'est pas celle d'un monarque au sens classique du terme.

S'il ne s'agit pas ici de faire une biographie sur le roi Sihanouk¹, il faut s'arrêter sur certains points précis de son existence, antérieurement à 1975, qui permettent de mieux comprendre sa relation au Cambodge.

Comme cela a été précisé, lorsqu'il accède au trône, le roi Sihanouk est jeune. Il a effectué sa scolarité dans des établissements français, l'école primaire François Baudoin à Phnom Penh, le lycée Sisowath de Phnom Penh et le lycée Chasseloup Laubat à Saigon. Cette culture française inculquée au futur roi l'influencera sans doute durant toute sa vie politique, et notamment dans son premier réel succès : l'indépendance du Royaume du Cambodge. En effet, après des années de tractations, de discussions, de voyages internationaux, Norodom Sihanouk est le grand artisan d'un Cambodge libre et indépendant. L'année charnière est l'année 1953. A cette époque la France est en pleine guerre d'Indochine. L'idée de voir ouvrir un nouveau front au Cambodge est un risque certain tant les velléités du monarque et des khmers tendent vers cette indépendance. C'est ainsi qu'en février 1953, Norodom Sihanouk débute ce qu'il appellera plus tard, de manière pour le moins homérique, sa « *croisade royale pour l'indépendance* ». Celle-ci le conduit jusqu'à l'Elysée où il rencontre le Président Vincent Auriol. Plus tard il se rendra dans d'autres pays, notamment les Etats-Unis et le Canada, pour prendre à son compte l'opinion internationale sur la question de l'indépendance du Cambodge. Finalement, la démarche du souverain aboutit à l'ouverture d'une conférence à Phnom Penh en août 1953. Dès lors, il ne fut plus qu'une question de temps pour que la France se retire du Kampuchéa. Le 9 novembre 1953, quasi un siècle après l'établissement du protectorat français sur le pays, le Cambodge retrouve son indépendance. Cette journée fut baptisée « *Journée de l'Indépendance nationale* ». Roi depuis douze ans, Norodom Sihanouk avait réussi à

¹ D'excellents ouvrages narrent l'histoire palpitante de ce personnage, notamment *Norodom Sihanouk, la tragédie du Peuple Khmer*, par Thach Toan ou *Sihanouk, le roi insubmersible* par Jean-Marie Cambacérés.

obtenir l'indépendance de son pays, plus rapidement que tout autre pays d'Indochine, sans affronter frontalement la France. Dès lors, seul maître en son pays, il allait pouvoir le diriger comme il lui semblait. Cet attachement à l'indépendance de son pays sera crucial pour expliquer le comportement du roi, et ce notamment lors du régime des Khmers rouges. L'attachement à la souveraineté de son pays guidera le nouvel homme fort du Cambodge tout au long de son existence.

A cette revendication souverainiste, la volonté d'influer politiquement sur la destinée de son pays est très présente chez Sihanouk, en témoigne son abdication en 1955. Au matin du 2 mars 1955, de manière inattendue, Norodom Sihanouk annonce à la radio cambodgienne son intention d'abdiquer, et ce alors que sa popularité est grandissante. Et, comme illustrant encore plus la singularité du personnage, le nouveau roi choisit par le désormais ex-monarque ne sera personne d'autre que son propre père, le prince Norodom Suramarit. L'explication de cette soudaine décision, deux ans après avoir été la figure de proue de l'indépendance, est à chercher dans la Constitution cambodgienne de 1947. Cette dernière est calquée sur la Constitution française de la IV^e République, c'est-à-dire un roi - chef d'Etat ayant des pouvoirs limités, le pouvoir réel appartenant au Gouvernement et à l'Assemblée nationale. Si René Coty a pu laisser une certaine trace dans l'Histoire française, assurément celle-ci n'aurait pas suffi à Sihanouk. Dès lors, le roi n'ayant pas la possibilité de faire de la politique, la solution était simple : abdiquer pour mieux régner. Très vite, en mars 1955, l'ex-monarque crée son propre parti politique, le *Sangkum Reastr Niyum*, qui peut être traduit par Communauté socialiste populaire. Lors des premières élections législatives, le Sangkum obtint 83% des suffrages. Le pari risqué de Norodom Sihanouk s'avérait être juste. Désormais libre de ses obligations monarchiques, il pouvait se consacrer totalement à faire retrouver Cambodge sa gloire d'antan.

Si les années suivantes sont marquées par des intrigues et des évolutions politiques diverses, une date particulière est à retenir pour débiter notre présente démonstration : le 18 mars 1970. A cette date, Norodom Sihanouk, alors chef de l'Etat depuis une modification constitutionnelle, est destitué de ses fonctions par l'Assemblée nationale. Il s'agit en réalité d'un coup d'Etat, préparé de longue date par les opposants politiques de l'ex-roi et désormais ex-chef de l'Etat. Ce coup d'état va profiter à son Premier ministre, Lon Nol. Comprendre l'impact qu'a ce coup d'état chez Sihanouk est crucial pour comprendre les événements qui vont prendre place durant les années 1970 et le rôle qu'il va y jouer. Lorsqu'il est destitué, le chef de l'Etat est en voyage en Russie. Sa destitution est accompagnée d'une condamnation à mort pour haute trahison par la Haute Cour de justice et, surtout, par une campagne de diffamation à son encontre. En effet, depuis son couronnement, Sihanouk a une aura particulière auprès des khmers. Peuple très rural, l'image d'un monarque, qui plus est héros de l'indépendance du pays, fait de lui une personnalité appréciée et aimée par une

grande majorité des cambodgiens. Les acteurs du coup d'Etat veulent très vite mettre fin à cette popularité et tournent alors en ridicule le personnage en public : spectacle le montrant comme souffrir des vietnamiens, ou alors tournant un film pornographique, tout est utilisé pour ternir son image et ainsi légitimer le nouveau régime. Ce nouveau régime pro-américain est dirigé par Lon Nol et le prince Sirik Matak. Conséquence directe de ce coup d'Etat constitutionnel, car celui-ci est « légal » d'un point de vue purement textuel, Sihanouk se réfugie à Pékin en tant qu'invité de la Chine. Cette précision n'est pas sans conséquence, car c'est de cette proximité avec les chinois que naîtra une proximité avec les Khmers rouges. C'est à cette date que commence notre récit. Cette date où Norodom Sihanouk, alors chassé de son pays, voulait mener la résistance pour y revenir et renforcer son emprise. Cette date aussi où les Khmers rouges développaient leur politique et surtout leur volonté de l'imposer aux autres.

Avant de détailler la convergence des forces entre Sihanouk et les Khmers rouges, il nous faut, de manière concise, rapporter l'éclosion des idées communistes au Cambodge. En effet, ce courant politique n'est pas né soudainement à la destitution de Sihanouk. Déjà, en 1966, lors de l'élection législative, trois députés communistes avaient été élus, Hou Youn, Hu Nim et Khiêu Samphân. Ce dernier sera plus tard le Chef de l'Etat du Kampuchéa démocratique et est aujourd'hui encore jugé par les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens. L'éclosion des Khmers rouges doit beaucoup à l'émergence d'un courant de pensée communiste chez son voisin vietnamien. Ainsi, si le Parti ouvrier du Kampuchéa existe depuis 1960, ce n'est qu'en 1966, le 25 octobre, qu'il prend le nom de Parti communiste du Kampuchéa. Entre temps, certains futurs leaders Khmers rouges, dont Saloth Sâr alias Pol Pot, résidèrent en clandestinité dans le Nord du Cambodge, sous la surveillance des Viêtcong. Outre le Vietnam, c'est surtout la Chine qui a permis l'émergence des communistes cambodgiens. En effet, dès 1966, les chinois assurèrent leur soutien à Pol Pot. Cette précision n'est pas anecdotique quand on sait que c'est à Pékin que s'est réfugié Norodom Sihanouk après avoir été destitué en 1970. Pour autant, les revendications des Khmers rouges commencèrent dès 1967, alors que Sihanouk était encore au pouvoir. Ces revendications se traduisirent par des manifestations estudiantines, des attaques par voie de presse, voire des révoltes paysannes. Cette politique permit aux Khmers rouges de se faire entendre, des ministres communistes étant peu à peu présent au gouvernement, parfois à des postes cruciaux comme celui des Affaires étrangères (Norodom Phurissara en 1967). Toutefois, cette politique de compromission et d'union proposée par Sihanouk (régime de droite tendant la main aux communistes) ne dura pas longtemps. Dès la fin de l'année 1967, la guerre reprit avec les Khmers rouges qui intensifièrent leur politique de déstabilisation du Cambodge, et ce, dans le but unique d'accéder au pouvoir. Durant les années 1968 et 1969, l'opposition entre les gouvernements du Sangkum et ses ennemis,

dont les Khmers rouges, fit vaciller violemment le pouvoir. D'ailleurs, illustrant la faiblesse du pouvoir, les derniers gouvernements de Sihanouk porteront successivement le titre de « *Gouvernement de dernière chance* » et « *Gouvernement de sauvetage* ».

Nous voici alors en l'an 1970. Norodom Sihanouk a été destitué alors qu'il se trouvait à l'étranger. Se réfugiant en Chine, son desideratum premier était de revenir dans son pays, pour continuer à influencer sur son histoire. Au même moment, avec l'appui discret du Céleste-empire, les communistes khmers mènent une action physique pour imposer leur idéologie et renverser le régime conservateur de Lon Nol. C'est cette situation unique qui va aboutir à l'un des plus grands drames de la deuxième moitié du XX^e siècle, l'accession au pouvoir des Khmers rouges. Il faut comprendre quelle responsabilité Norodom Sihanouk a eu dans le régime Khmers rouges, que ce soit dans l'accession des communistes khmers au pouvoir ou dans l'exercice même du pouvoir par ces derniers.

Chapitre Premier – L'union politique

Forcé de se réfugier à l'étranger, décrié dans son propre pays, l'ex-roi ne tarde pas à réagir. Et quelle réaction ! S'il ne s'agit pas ici de louer ou de décrier le personnage, il est possible de s'accorder sur le fait que la vie de Norodom Sihanouk fait de lui le héros d'un bon roman. En effet, après avoir lutté pendant des années contre les Khmers rouges, tant politiquement que militairement, l'ancien monarque décide de s'allier à eux afin de reconquérir le pouvoir.

L'élaboration d'un gouvernement commun de résistance

Réfugié à Pékin, Sihanouk va créer le Front uni national du Kampuchéa (FUNK) et le Gouvernement royal d'union nationale du Kampuchéa (GRUNK). Il parvient ainsi à mêler deux termes qui paraissent à première vue antagonistes. Le premier, « *royal* », marque l'attachement du roi à ses origines et à la monarchie cambodgienne. Tandis que le second, « *front uni* », a des consonances marxistes, révolutionnaires ; il est aisé de s'imaginer des camarades marchant vers la victoire sous la bannière du front uni. Cette sémantique particulière n'est pas anodine, c'est la première étape d'une union entre le roi conservateur et les révolutionnaires khmers rouges. Et, très vite, les différents leaders communistes cambodgiens se rallient à ces mouvements. Ainsi, Hou Youn, Khiêu Samphân et Hu Nim, les trois députés fantômes, rejoignent ces organisations. Ces trois intellectuels communistes étaient alors considérés comme les leaders des forces armées communistes. Saloth Sâr, le futur Pol Pot, évoluant en effet dans l'ombre tout en étant le leader réel du futur Angkar. Parmi d'autres, ces dirigeants auront comme rôles au sein du gouvernement en exil ceux de ministre de l'Intérieur, de ministre de la Défense nationale et de ministre de l'Information. Le GRUNK opère alors une répartition des fonctions entre communistes et sihanoukistes. La politique de ce gouvernement ressemble fort à celle qu'a toujours prôné Sihanouk, c'est-à-dire le non-alignement, la neutralité, l'indépendance et la paix. Cependant, certains ministres khmers rouges demeurent au Cambodge, faisant ainsi un distinguo entre ceux de l'intérieur et ceux de l'extérieur, ce qui complexifie le fonctionnement de ce gouvernement en exil. Dès lors, pour faciliter cette répartition des rôles, les Khmers rouges dépêchèrent un envoyé spécial auprès de Sihanouk en Chine.

Ieng Sary, l'envoyé spécial

Pris dans leur lutte armée contre le régime républicain de Lon Nol et contraints d'être présents

physiquement au Cambodge, les Khmers rouges doivent garder l'ascendant au sein de la résistance sur Sihanouk. Pour cela, la solution choisie fut de nommer un envoyé spécial auprès du prince, afin d'en surveiller le comportement et en contrôler les agissements. Celui désigné fut Ieng Sary, né en 1924, et beau-frère du futur Pol Pot. Ancien dirigeant de la région nord-est du Cambodge, première à tomber sous le contrôle exclusif de l'administration khmère rouge, Ieng Sary arrive à Pékin en juillet 1971 avec pour titre celui de Haut Représentant des combattants de l'Intérieur. Plus tard, il sera nommé vice-premier ministre chargé des affaires étrangères lors de la période du Kampuchéa démocratique. Il forme d'ailleurs un couple funestement célèbre avec sa femme Ieng Thirith, future vice-ministre de l'Education et de la Jeunesse, puis ministre de l'Action sociale sous le régime khmer rouge. Mari et femme seront plus tard renvoyés devant les Chambres extraordinaires au sein des tribunaux cambodgiens.

La venue de Ieng Sary en Chine auprès du prince Sihanouk et du mouvement de résistance marque une première étape dans la construction idéologique du futur régime khmer rouge. En effet, déjà Ieng Sary imposait aux Khmers rouges sous ses ordres les futurs préceptes de base du Kampuchéa démocratique : autobiographie, auto-critique, délations, etc. Tout le monde, peu importe le lien familial existant, devait s'appeler camarade. De même, ceux s'opposant aux conceptions des leaders khmers rouges étaient torturés, voir exécutés. Sihanouk dira lui-même plus tard que les « *intellectuels nationalistes résistants membres du FUNK ont été, pour la majeure partie, liquidés* »².

Cette omniprésence de Ieng Sary à Pékin a pour conséquence directe de réduire le rôle réel joué par Sihanouk au sein du FUNK et du GRUNK. Un exemple financier peut appuyer ces propos. Là où le gouvernement chinois mettait plus de cinq millions de dollars à disposition des Khmers rouges chaque année, le prince ne disposait d'un budget « que » de 400000 dollars. Idéologiquement, la Chine communiste de Mao était plus proche de la vision d'un Cambodge tel que revendiqué par les révolutionnaires que d'un pays royaliste, même si ce dernier prenait la forme d'une monarchie constitutionnelle. L'appui chinois, sans officiellement favoriser les communistes, renforçait donc l'idée d'une résistance à deux vitesses : celle diplomatique et celle officieuse. Comme pour confirmer cette perception, durant la période où Norodom Sihanouk demeurait à Pékin, les leaders chinois ont à plusieurs reprises rencontré le futur frère numéro 1 du régime, Pol Pot, et ceci sans que l'ex-monarque ne soit mis au courant de ces entrevues et même qu'il ne

2 *Prisonnier des Khmers Rouges*, Norodom Sihanouk, Hachette, 1986, p.158

connaisse l'existence du chef des Khmers rouges, alors particulièrement discret. En effet, les visages connus du régime de l'époque étaient plus Ieng Sary, Nuon Chea et Khiêu Samphân. Saloth Sâr ne se montrera publiquement que bien plus tard, une fois le régime installé. Outre les points cités, c'est l'exercice même de la lutte qui illustre la disparité des rôles entre les deux factions représentées au sein de la résistance.

Chapitre II – L'accession au pouvoir

Une fois l'union politique scellée entre les deux aspirants au pouvoir, la lutte put reprendre. Présents physiquement au Cambodge, les Khmers rouges reprirent leur guérilla avec l'appui de leur voisin communiste vietnamien. Cette étape est importante car elle illustre le caractère international du conflit cambodgien. Toutefois, l'union entre les forces armées khmères rouges et l'ancien monarque n'allait pas s'arrêter à un simple rôle de figuration de ce dernier. Activement, par la voie diplomatique, Norodom Sihanouk oeuvra pour faire reconnaître la légitimité de cette nouvelle union politique par rapport au gouvernement de Lon Nol.

La lutte armée interne

Plusieurs fronts armés font leur apparition durant la période 1970-1975. De même, guerre froide oblige, deux camps s'affrontent. De manière simplifiée, la guerre civile cambodgienne peut être considérée comme le théâtre d'une opposition idéologique entre communistes et capitalistes. Toutefois, il nous faut être conscient de la complexité de la situation. Les Khmers rouges sont aidés par les communistes chinois et vietnamiens dans leur lutte contre le régime républicain de Lon Nol. A l'inverse, ce dernier est aidé tant par les sud-vietnamiens que par les Etats-Unis, qui interviennent directement en inondant de bombes les zones occupées par les communistes le long de la frontière du Vietnam. Il ne s'agit alors plus d'une guerre civile opposant deux factions, mais bien d'un conflit à multiples facettes, affrontement illustrant les conflits d'intérêts de l'époque et l'opposition idéologique des deux blocs. La neutralité d'antan du Cambodge n'est plus. L'armée khmère rouge doit alors lutter sur plusieurs fronts : de manière frontale contre Lon Nol et ses alliés et, de manière plus discrète, contre ses propres alliés, communistes vietnamiens et mouvement sihanoukiste, afin de s'assurer une totale indépendance une fois la lutte armée achevée.

Une des conséquences de la guerre civile au Cambodge fut le mouvement de masse des populations. Fuyant les zones de combat, beaucoup d'habitants de provinces se réfugièrent à Phnom Penh. Et ce au point que la capitale passa de 700 000 habitants en 1972 à plus de 2 000 000 d'habitants lors de l'arrivée des Khmers rouges le 17 avril 1975. Cette exode rurale est renforcée par les exactions des Khmers rouges en territoire conquis. Un témoignage de l'époque rapporte ainsi les crimes que commettaient déjà les communistes khmers : « *C'était chose courante pour les Khmers rouges que de couper les langes et les seins, de crever les yeux et trancher les gorges avec les feuilles tranchantes de palmier ... Leur sadisme était de laisser leurs victimes agoniser le plus*

longtemps possible. Nous pleurons avec les réfugiés en écoutant le récit de ces cruautés qui dépassaient toute imagination »³. S'il ne s'agit pas d'avoir une vision manichéenne de la guerre entre d'un côté les méchants révolutionnaires khmers et de l'autre la gentille armée régulière, il faut admettre que déjà les Khmers rouges préparaient leur règne de terreur. Les zones occupées devaient se plier au joug des communistes et à leurs idéaux.

La lutte diplomatique

Et Sihanouk, que faisait-il ? S'il ne prenait pas directement part à la lutte armée, deux éléments montrent qu'il participait à sa manière à la lutte pour renverser le gouvernement de Lon Nol. Les leaders khmers rouges avaient bien compris l'atout premier de lutter au côté de Norodom Sihanouk : profiter de sa popularité. Car il ne faut pas l'oublier, si l'ancien monarque a été chassé de son pays en 1970, il conserve une aura certaine dans son pays. Aura qui s'explique par sa lutte fructueuse pour l'indépendance de son pays et aussi par sa présence continue à la tête de son pays, quelle que soit sa fonction, pendant plus de deux décennies. Mais aussi, sa popularité n'est pas qu'interne, elle est internationale. Sa personnalité est fortement appréciée en dehors des frontières de son pays. Evidemment, les pays communistes, et au premier rang la Chine et la Corée du Nord, l'accueillent. Mais aussi, sa notoriété s'étend au bloc capitaliste depuis sa croisade pour l'indépendance de son pays. C'est de ces deux composantes que vont user les Khmers rouges pour arriver à leur fin, parvenir au pouvoir et maintenir leur emprise sur le Kampuchéa. Peut-on dire que Sihanouk a été manipulé sans s'en rendre compte ? Ce serait un jugement hâtif que de considérer qu'il n'avait aucunement conscience d'être utilisé par les dirigeants khmers rouges. Lui-même aurait dit, à propos de ses alliés, qu'*ils le cracheront comme un noyau de cerise* ».

L'utilisation de l'image de Sihanouk au sein du pays

Sihanouk se montrant de plus en plus réticent vis-à-vis de la guerre civile qui embrasait son pays, les Khmers rouges ont décidé, avec l'appui de leur allié chinois, d'organiser une visite du prince au sein des zones cambodgiennes contrôlées par ces derniers. Il faut aussi préciser que Norodom Sihanouk avait menacé de démissionner de son poste de président du FUNK en cas de refus de la part des ses alliés politiques. Cette visite dans les zones « libérées » fut organisée en avril 1973. Mise en scène, l'ex-monarque fut accompagné en permanence lors de sa visite par des caméras chinoises et par les leaders du mouvement khmer rouge, en premier lieu Ieng Sary et Khiêu Samphân. Empruntant la piste Hô-Chi-Minh, le groupe arriva au Cambodge par le nord.

³ *Rouge Barbare*, Billon Ung Boun-Hour, Respublica, 2009, p.89

Minutieusement organisé, le voyage fut orienté de telle sorte à laisser entrevoir au prince un Cambodge apaisé et libéré du joug nationaliste. Sihanouk put ainsi se rendre aux temples d'Angkor, à Siêmpreap ou encore dans la région de Preah Vihear. Toutefois, le prince n'eut aucun contact direct avec les populations. Toute personne qu'il rencontra fut au préalable triée sur le volet. Cette visite eut un double effet positif. Le premier fut, ce qu'on appellerait aujourd'hui, un « coup de com' médiatique ». En effet, le gouvernement en place ne fut au courant de cette visite qu'une fois celle-ci rendue publique, c'est-à-dire une fois Norodom Sihanouk de nouveau en sécurité en Chine. A grand coup de photographies (à Angkor Vat, à Phnom Koulen, etc), la propagande oeuvrait pour faire de ce voyage une démonstration de la force militaire et politique des Khmers rouges. Cela montrait l'emprise de la guérilla sur les territoires qu'ils contrôlaient et la défaite annoncée du régime de Lon Nol. Dans un deuxième temps, cette possibilité donnée à Sihanouk de venir de nouveau dans son pays le rendit plus conciliant vis-à-vis de ses alliés politiques. Plus encore, le prince déclarera après que « *Norodom Sihanouk est reconnu solennellement et définitivement par toute la résistance nationale intérieure, par la population et le clergé bouddhique comme l'unique Chef légal de l'Etat du Cambodge et de la résistance* ». Cette visite est donc une réussite sur tous les plans pour les Khmers rouges : elle renforce la confiance à leur égard tant de la population que de Norodom Sihanouk. Conforté dans l'idée qu'il serait de nouveau Chef de l'Etat une fois le pouvoir conquis, le prince multiplie les actions à l'internationale pour sécuriser la lutte interne et la victoire potentielle.

L'utilisation de l'image de Sihanouk à l'international

Fort de ce qu'il considère comme une nouvelle légitimité, Sihanouk entreprend une tournée internationale, la deuxième depuis le début de son exil. Il multipliera les pays, notamment en Europe et en Afrique. De même, toujours en présence de Ieng Sary, il participa à Alger, le 3 septembre 1973, à la conférence des pays non alignés. Tout ce périple poursuit un objectif précis. En effet, en septembre de la même année, les dirigeants khmers rouges souhaitent faire voter à l'ONU une résolution visant à transférer le siège du Cambodge au GRUNK en lieu et place du régime de Lon Nol. Si la tournée connut un franc succès, l'objectif escompté ne fut pas atteint. Toutefois, le vote ne s'était décidé qu'à une courte majorité des voix. Alors, si le GRUNK n'était toujours pas reconnu à l'ONU, il était certain que, de fait, tous les pays ne partageaient pas cette opinion. Et ce point est important. En effet, au lendemain du 17 avril 1975, jour de la prise de Phnom Penh par les armées khmères rouges, de nombreux pays reconnurent rapidement la légitimité du nouveau régime. Le travail de Sihanouk du début des années 1970 fut ainsi récompensé une fois le départ des américains acté et la chute de Lon Nol entérinée.

Le 17 avril 1975

En guerre contre le gouvernement de Lon Nol depuis 1970, les combattants khmers rouges gagnent de manière progressive du terrain. Au point que, dès la fin de l'année 1973, les zones contrôlées par la guérilla couvraient plus de 80% du territoire cambodgien. Il n'était plus qu'une question de mois pour que le Kampuchéa démocratique succède au Cambodge nationaliste. Pendant que les forces armées internes allaient de succès en succès, Sihanouk, lui, continuait à représenter le GRUNK à l'étranger. Déjà, fin 1974-début 1975, alors même que les Etats-Unis continuaient de soutenir le régime en place, plus de soixante-trois pays reconnaissaient officiellement le gouvernement en exil comme le gouvernement légitime du Cambodge.

Le début de l'année 1975 marqua un tournant pour le régime de Lon Nol. Dès le mois de mars, les puissances étrangères, dont la France, vidèrent leurs ambassades. Le 1^{er} avril, Lon Nol fuit le pays et se rendit à Hawaï en exil. A partir de cette date, la victoire militaire des Khmers rouges était imminente. Exemple marquant du rôle joué par Sihanouk, les Etats-Unis, alors seule puissance soutenant encore le régime en place, déclarèrent le 11 avril que « *seul le prince répond aux suffrages unanimes du peuple cambodgien* ». Cette déclaration illustre toute la difficulté de distinguer la réussite des Khmers rouges de celle de l'ex-monarque. Si la victoire militaire est indiscutablement communiste, la victoire diplomatique est monarchique. Et c'est bien là que réside toute la singularité de la relation qui unit les deux factions. Opposées politiquement, elles ont réussies à estomper leurs différends afin de reconquérir le pouvoir. C'est chose faite le 17 avril 1975 avec l'entrée dans Phnom Penh des troupes khmères rouges. Cette date est importante, elle marque le début des atrocités que va commettre le régime du Kampuchéa démocratique. Etape première, les vainqueurs font évacuer la capitale prétextant un bombardement américain imminent. La suite n'est qu'une accumulation d'actions qui vont faire plus d'un million de morts.

En 1970, Norodom Sihanouk dirige encore l'Etat cambodgien et lutte contre les dissensions internes, dont la guérilla communiste khmère rouge. Cinq ans plus tard, ce même Norodom Sihanouk parvient à chasser le gouvernement en place avec l'aide de ceux mêmes qu'il combattait auparavant. Opportuniste ? Inconscient ? S'il est aisé de porter aujourd'hui un regard consterné sur cette alliance qui a débouché sur une phase sombre de l'histoire cambodgienne, l'époque ne permettait d'arriver à un tel jugement. Les communistes ont utilisé l'image de Sihanouk, usant de

flatteries et le laissant croire que le pouvoir lui reviendrait. Flattant l'égo du prince, et avec l'aide de la Chine, les Khmers rouges ont renforcé leur légitimité interne et internationale. Mais c'est de la même manière que Sihanouk a utilisé les forces armées révolutionnaires afin de reconquérir le pouvoir. En effet, sans l'appui local des militaires communistes, il y a fort à douter que Norodom Sihanouk aurait retrouvé la direction de l'Etat khmer si rapidement. Cet appui local, cette reconquête armée, a été crucial afin de parvenir à la finalité que nous connaissons. Si l'Histoire peut se discuter, elle ne peut se réécrire. La mise en place du régime khmer rouge est le fruit d'une alliance entre deux factions politiques antagonistes. L'une avec l'autre, ces factions se sont unies afin de lutter contre un ennemi commun. Une fois cet objectif atteint, il s'agit de savoir comment le pouvoir sera distribué entre ces deux groupes politiques.

Chapitre III – La cohabitation au pouvoir (1975-1976)

Sihanouk apprit la nouvelle de la chute du régime à Pékin, par un câble de l'AFP. Toujours présent en Chine, il reçut des messages de félicitations de nombreux pays. Cependant, et là illustre toute la difficulté de la relation nouvelle entre les Khmers rouges et le prince, il n'eut aucune nouvelle de la part de ses alliés présents physiquement au Cambodge. Cette situation durera environ trois mois. En juillet 1975, Norodom Sihanouk se trouve en Corée du Nord en tant qu'invité officiel du régime. Il n'avait plus eu de contact avec les leaders communistes depuis la prise de Phnom Penh. C'est alors qu'il reçut la nouvelle d'une visite d'une délégation khmère rouge, dont, notamment, Khiêu Samphân faisait parti. Cette délégation avait pour but de convaincre le prince de représenter le nouveau gouvernement cambodgien à l'ONU. En échange, Norodom Sihanouk serait considéré comme Chef d'Etat à vie.

Premier retour de Sihanouk au Cambodge

Finalelement autorisé à retourner dans son pays, l'ancien monarque s'y rend pour la première fois le 9 septembre 1975, soit plus de cinq ans après en avoir été chassé par Lon Nol. Ce retour au pays ne correspond cependant pas aux attentes de Sihanouk. Premièrement, les Khmers rouges dirigeaient les pays depuis bientôt cinq mois et Norodom Sihanouk, en tant que chef de file du GRUNK et du FUNK, pensait pouvoir revenir plus tôt dans sa mère patrie. Cette remarque n'est pas anodine tant elle illustre les distorsions de pouvoir qui existaient déjà au sein du Kampuchéa démocratique. Il paraît absurde qu'un Chef d'Etat se voit refuser l'accès à son propre pays. Et pourtant, les leaders khmers rouges ont pris soin de rappeler Sihanouk que lorsqu'ils avaient besoin de lui. De là à considérer que le rôle de Chef d'Etat n'était qu'une façade, il n'y a qu'un pas. Deuxièmement, si Sihanouk peut revenir dans son pays, ce n'est que pour y préparer sous la surveillance de la nouvelle élite dirigeante le discours qu'il prononcera devant l'ONU. C'est d'ailleurs pour cela que son retour ne durera que trois semaines, après quoi il dut se rendre devant les nations unies afin de plaider la cause des dirigeants.

Ce retour au pays est symptomatique du changement dans les rapports entre les dirigeants khmers rouges et Norodom Sihanouk. Là où il était habituellement accueilli par la population venue en masse, le 9 avril 1975 le prince eut un tout autre cortège d'accueil à l'aéroport. Si on exclut une petite délégation de moines, l'essentiel des personnes présentes à sa sortie de l'avion étaient des dignitaires khmers rouges. De même, les quelques chants qui furent clamés n'étaient plus à la gloire

de « *Monseigneur Papa* » mais bien de l'Angkar. Par Angkar, il faut entendre l'autorité supérieure, mystique, une organisation qui surplombe tout être humain. Plus qu'un simple parti, l'Angkar est un organe invisible qui distingue le bien du mal, le légal de l'illégal, la colombe du corbeau. L'Angkar ne peut être contesté, et tout peut être effectué en son nom. Norodom Sihanouk s'effaçait ainsi devant la puissance supérieure créée par les Khmers rouges.

Revenu dans son Palais Royal, Sihanouk ne pouvait ignorer les changements qui avaient eu lieu depuis le 17 avril. Il faut rappeler que Phnom Penh était une ville vidée de ses habitants et Sihanouk, même s'il était enfermé dans son Palais, ne pouvait que s'en rendre compte. D'ailleurs, durant sa seule sortie hors des murs du Palais, Sihanouk ne tarda pas à faire remarquer son interrogation quant à l'absence de personnes dans les rues de la capitale. En effet, il effectua une balade sur le Tonlé Sap et n'aperçut aucun habitant. Posant alors la question à Khiêu Samphân, ce dernier répondit qu'ils étaient tous occupés à travailler dans les rizières. Bel euphémisme pour dire que la ville avait été évacuée et que tous désormais travaillaient dans les campagnes. Cependant, encore une fois, les Khmers rouges mirent tout en œuvre pour s'assurer le soutien du prince. La vie de Sihanouk au palais était facilitée de telle sorte qu'il n'oppose aucune résistance au pouvoir en place. Conscients des goûts de luxe de l'ancien monarque, la Chine avait livré tous les produits nécessaires à son train de vie (champagne, foie gras, truffes, etc) et le mobilier était composé de biens luxueux acquis lors du saccage de Phnom Penh. De même, pour flatter l'égo de Sihanouk, le personnel l'appelait avec le vocabulaire qu'utilisait sa Cour d'antan. Des dirigeants khmers rouges lui rendaient régulièrement visite afin de lui montrer l'importance qu'ils attachaient à son nouveau titre. Tout cela n'avait qu'un but unique, utiliser de nouveau l'aura de Sihanouk à l'étranger pour légitimer le régime.

Sihanouk, Chef d'Etat à l'étranger

Si Norodom Sihanouk est considéré officiellement comme Chef d'Etat du Kampuchéa démocratique, il apparaît seulement comme tel en dehors de ses frontières. En effet, la répartition des rôles officieuse n'a pas été modifiée par le succès de la guérilla. En aucun cas les Khmers rouges souhaitaient partager d'égal à égal le pouvoir avec le prince. Norodom Sihanouk représentait pour eux tout ce contre quoi ils avaient combattu. Ils avaient su l'utiliser durant la période de guérilla, et ils entendaient bien faire de même une fois au pouvoir. Et ce aussi car la Chine avait toujours soutenu l'ex-monarque et qu'il fallait conserver cette amitié. Si sa popularité avait été utile lors de la conquête du pouvoir par les armes, elle ne pouvait plus qu'être utilisée à l'étranger. En effet, les leaders communistes ne pouvaient plus se permettre d'exploiter son image pour convaincre

les foules khmères. Désormais, seules les idéologies communistes devaient être inculquées. Plus de tournée nationale pour l'ancien leader du Sangkum, plus de pouvoir réel dans la direction de l'appareil d'Etat. Et Sihanouk dans tout cela ? Se satisfait-il de sa nouvelle condition ? Est-il conscient du changement qui s'opère dans son pays ? Il paraît difficile d'affirmer sans coup férir que ce rôle lui convenait parfaitement, mais il faut essayer de s'imaginer sa situation personnelle. Reclus, isolé après sa destitution, les communistes lui ont offert l'opportunité de revenir dans sa patrie et d'y jouer un rôle de premier plan. Succombant facilement à la flatterie, la déférence dont faisaient part les pays alliés (Chine, Corée du Nord, etc) et sa possibilité d'être la figure de proue d'une victoire du Cambodge sur l'impérialisme américain ont suffi à lui faire accepter ce rôle, au moins pour un temps.

Sihanouk s'envola alors pour l'ONU, afin de faire reconnaître officiellement le Kampuchéa démocratique comme le régime représentant définitivement le Cambodge aux yeux du monde. Son discours fut particulièrement salué. On se souvint de l'ancienne politique du prince en tant que non-aligné et pacifiste. Cette position lui valu une *standing ovation* des députés du tiers-monde présents. Le pari des leaders khmers rouges fut ainsi doublement rempli. D'un côté, le nouveau régime était légitimé aux yeux du monde, de l'autre, Norodom Sihanouk sortit l'orgueil gonflé par cette victoire diplomatique. Sa tournée ne se limita pas aux nations unies, il se rendit aussi dans bon nombre de pays amis, parmi lesquels l'Albanie, la Tanzanie ou encore la Syrie. Une étape de cette tournée internationale est intéressante pour comprendre le point de vue de Sihanouk sur la nouvelle situation de son pays. Présents à Belgrade lors de sa visite, certains de ses enfants lui conseillèrent de ne pas rentrer au Cambodge, craignant une issue peu souhaitable pour sa personne. Les rassurant, le prince précisa qu'il avait été nommé Chef d'Etat à vie et que pour cette simple raison il n'avait pas à se soucier de son bien être physique, son titre lui assurant une sécurité. Etait-il sincère ou simplement optimiste ? Ses actes futurs plaideront pour la seconde hypothèse. Et ce d'autant plus que les Khmers rouges avaient déjà lancé leur programme de réhabilitation de la société.

Sihanouk, Chef d'Etat fictif

Pendant que Sihanouk oeuvrait à l'étranger, les nouveaux puissants du pays s'activaient à réformer le pays détruit par des années de guerres et de luttes internes. Le 17 avril 1975, la date de la prise de Phnom Penh, marque le jalon idéologique du régime. En effet, il est commun dans tous les régimes totalitaires et autoritaires de mettre en œuvre une division au sein de la société, de se créer un ennemi commun. L'Allemagne nazie s'était créée, entre autres, grâce à la haine des juifs, la Russie soviétique sur la persécution des capitalistes, ou encore des pays comme l'Iran sur l'anti-

impérialisme américain. De manière simpliste, les communistes khmers différencièrent la population entre ceux les ayant soutenus avant la prise de Phnom Penh et ceux ne l'ayant pas fait. Le peuple du 17 avril s'opposait alors au peuple ancien. Seul ce dernier était destiné à survivre, car obéissant aux dogmes communistes. Concrètement, cela s'est traduit par le génocide que nous connaissons aujourd'hui. Mais dès 1975, de nombreuses décisions furent prises sans que Sihanouk n'eut pu dire son mot ou même été mis au courant : suppression de la monnaie, des marchés, collectivisations des terres, autant de mesure qui bouleversèrent l'économie et la physionomie du pays.

En apparence, il pris de nombreuses décisions qui établirent le Kampuchéa démocratique tel que nous l'entendons aujourd'hui. Ainsi, il abolit la monarchie pour la seconde fois, promulgua une nouvelle constitution, modifia l'hymne et le drapeau du pays. Mais en réalité, Sihanouk n'avait aucun pouvoir. Et le gouvernement qui le représentait en avait tout aussi peu. Les titres n'assurent pas le pouvoir. Penn Nouth, premier ministre, ne disposait d'aucun bureau ; le ministre de la justice Norodom Phurissara, membre de la famille royale, n'avait même pas de tribunal à diriger. Cette absence de pouvoir doublée du confinement au Palais Royal ne pouvait qu'alerter le prince sur sa situation. Il n'était plus libre de ses mouvements et sa garde était confiée à un délégué des Khmers rouges, qui lui servait tant de secrétaire que de geôlier. Il n'avait aucun contact avec d'autres dirigeants et faisait simplement de la figuration. Peu à peu, Norodom Sihanouk prit conscience tant de sa situation personnelle que de celle de son pays. Il décrira plus tard une scène montrant sa prise de conscience de la réalité d'alors : *« j'aperçois [...] une misérable fourmilière humaine, d'hommes, de femmes et d'enfants qui triment sous le soleil ardent, occupés à je ne sais quels travaux, très durs à n'en pas douter, le creusement d'un canal je pense. Comme logements ils disposent de précaires abris faits de feuilles de palmiers à sucre et ouverts à tous vents ⁴ »*. A travers ces mots, on peut se rendre que déjà Sihanouk saisissait les changements qui affectaient son pays et le traitement d'horreur que subissaient les populations.

Comment alors expliquer le comportement du monarque ? Comment, conscient des torts que causaient le nouveau régime à son peuple, il continuait à accepter de le représenter ? Sonder l'esprit d'un homme n'est pas chose facile, voire même faisable. Sans pour autant cautionner les actes du régime, le prince a éludé pendant un certain temps bon nombre de questions. Nul doute qu'il était conscient que le nouveau régime n'avait rien à voir avec ce qu'il avait auparavant connu, mais l'affronter directement n'était pas chose aisée. Norodom Sihanouk sortait de cinq années de lutte à

4 *Prisonnier des Khmers Rouges*, Norodom Sihanouk, Hachette, 1986

l'étranger, lutter de nouveau contre un régime induisait un nouvel exil, qui plus est délicat au regard de son absence de liberté de mouvement. L'éternel responsable mais pas coupable semble s'appliquer ici au prince. Pour autant, aurait-il pu réagir ? Il aurait pu s'effacer, s'exiler et dénoncer le nouveau régime. Mais faisant ainsi, il aurait sans doute perdu ses soutiens étrangers, et au premier rang la Chine. Sans celle-ci, qui l'a soutenu durant tout son exil, son poids politique était moindre. Et, critiquant un tout jeune régime dont les torts n'étaient pas encore connus, ne serait-il pas passer pour un personnage avide de pouvoir, aigri de n'être désormais plus seul aux commandes ? Acceptant sans doute de fermer les yeux sur les événements qui se déroulaient et dont il ne pouvait être hermétiquement écarté, Sihanouk s'effaça peu à peu. Au point de bientôt présenter sa démission.

Chapitre IV – L'affrontement politique (1976-1978)

L'alliance entre les communistes et l'ancien roi n'était pas faite pour durer. Déjà, dès la prise de pouvoir, les différences et les clivages se firent ressentir. Lorsque Norodom Sihanouk effectuait sa tournée internationale, fin 1975, Ieng Sary avait invité l'ensemble des ambassadeurs du GUNK à venir au Cambodge. Agissant ainsi, il avait supprimé la lettre « R » de l'ancien GRUNK, consonne utilisée pour représenter le caractère royal du mouvement. De même, une lettre de remontrance arriva au prince suite aux critiques émises sur le régime par un de ses anciens conseillers au FUNK. Cette lettre ne laissait que peu de place à l'interprétation, la dernière phrase conseillant à Sihanouk de ne pas choisir une voie différente de celle de l'Angkar, car il n'avait « *rien à gagner et tout à perdre* ».

Démission de Sihanouk

Prenant conscience de la teneur du nouveau régime, les choix qui s'offraient à Norodom Sihanouk étaient peu nombreux. Pour ne pas être jugé par l'Histoire, ce dernier prit la décision de démissionner de son poste. Très rapidement, moins d'un an après la chute de l'ancien régime, Sihanouk remit sa démission. Celle-ci fut acceptée le 2 avril 1976. L'Assemblée populaire accepta officiellement son retrait le 16 avril, à la veille de l'anniversaire de la prise de Phnom Penh. Cette décision unilatérale de Sihanouk eut plusieurs conséquences.

Premièrement, sur le plan interne, le poste de Chef de l'Etat était désormais vacant, il fallait alors trouver un remplaçant au prince. C'est en la personne de Khiêu Samphân que les Khmers rouges confièrent le poste. Si cela ne modifie pas en tant que tel l'organigramme des Khmers rouges, la démission de Norodom Sihanouk obligea aussi à reformer un nouveau gouvernement. Et pour la première fois, Pol Pot, leader réel de l'Angkar, eut un poste officiel car il fut nommé Premier ministre. Sortant ainsi de sa réserve, Saloth Sâr se montra aux yeux du monde comme le réel leader du régime. Toutefois, jusqu'à la chute des Khmers rouges, ces derniers refusèrent de reconnaître que Pol Pot et Saloth Sâr ne formaient qu'une seule et même personne. Cette recomposition du paysage politique entraîna aussi une accélération des réformes au sein du pays. Les ministres du gouvernement précédent qui étaient trop liés à Sihanouk furent évincés, marquant ainsi la fin de l'union alogique entre communistes et monarchistes. Désormais, et même si officieusement la situation était déjà ainsi, les Khmers rouges avaient les mains libres pour agir comme bon leur semblait.

Dans un second temps, cette démission entraîna une vague de représailles sur les proches du prince. Tous les membres de la famille royale présents au Cambodge et ne vivant pas dans l'enceinte du Palais royal furent arrêtés, emmenés dans des coopératives et peu à peu exterminés. Cette vengeance sur la famille de Sihanouk était systématique et faisait peu de distinctions des points de vue de chacun. A titre d'exemple, la famille du prince Norodom Phurissara, pourtant ralliée à la cause khmère rouge depuis le début des années 1970, fut exterminée sans tenir compte de leurs sympathies avec le régime. Mais cette répression ne se limita pas seulement à la famille royale. Beaucoup de proches ou même d'employés de Sihanouk disparurent à cette période. A titre d'exemple, l'éboueur du Palais Royal, Ong Meang, fut tué en avril 1977 lors d'une sortie en dehors de l'enceinte du palais. Pour accroître ce climat de terreur et la pression pesant sur Norodom Sihanouk, les leaders khmers rouges ont fait revenir deux des fils de Sihanouk à Phnom Penh, les princes Sihamoni et Narindrapong. Prétextant une invitation officielle pour les festivités de la victoire, une lettre fut adressée aux deux princes leur enjoignant de revenir auprès de leur père. Une fois sur place, les deux enfants furent enfermés avec leur parents au sein du Palais Royal. La réaction des Khmers rouges à la démission de Sihanouk a donc été immédiate et cruelle. Ne pouvant subir un tel affront politique, les leaders ont écarté et isolé l'ancien monarque le plus possible.

Sihanouk, prisonnier des Khmers rouges

Les leaders khmers rouges ont dû s'interroger sur le nouveau rôle de Sihanouk au sein de l'organisation de l'Angkar. Ayant démissionné, il n'y avait que deux manières d'imposer à nouveau leur volonté au prince : soit l'enfermer, soit l'exiler. C'est la première solution qui fut choisie, permettant à Norodom Sihanouk de dire ensuite qu'il fut lui aussi une victime du régime, et en aucun cas un acteur.

La détention de Sihanouk oscilla entre faveurs accordées au prince et signes évidents de dédain envers sa personne. Désirant saper le moral de ce monarque ne représentant que des valeurs aux antipodes du communisme, les leaders du régime restaient stoïques à la plupart des demandes du souverain. Ainsi, le 31 octobre 1976, ce dernier souhaitait inviter enfants et petits-enfants afin de fêter son anniversaire. Malgré plusieurs lettres adressées à Khiêu Samphân, sa demande ne put aboutir. Si ce refus n'est que minime, la succession de brimades, la peur ambiante eut pour conséquence une profonde dépression du prince en novembre 1976. Plus qu'une dépression, le prince était même certain que son temps était désormais compté. Désirant rester maître de son destin, il alla jusqu'à dire à son *kammaphibal*, soit son secrétaire personnel et gardien, d'être

exécuté : « *Je demande à être déféré devant un tribunal populaire, puis que l'Angkar me fasse fusiller publiquement* ». Mais encore une fois, sa demande resta sans réponse. De même, s'ajoute à cette tension permanente, une dégradation visible des conditions de vie du prince et de sa famille. Ces conditions de vies furent imposées par les Khmers rouges. En 1977, ils transformèrent les jardins et les espaces libres du Palais royal en grande étable recueillant tous types d'animaux, allant du buffle au bouc. L'entretien de la résidence royale s'arrêta aussi, et, depuis la mort d'Ong Meang, tous types d'insectes et de rongeurs envahissaient les allées du palais. Il faut évidemment ici relativiser la difficulté de ce traitement face aux horreurs qu'a connu le peuple khmer durant cette même période. Il n'est pas possible de comparer torture et exécutions à une insalubrité de locaux. Mais il faut toutefois souligner cette nouvelle dimension de la relation entre Khmers rouges et le prince. Si auparavant la défiance était de mise, Sihanouk jouait un rôle utile qui ne pouvait laisser place à une absence totale de déférence envers sa personne. Désormais, bien installé, le régime considérait pouvoir vivre sans lui. Pol Pot sorti de l'ombre, l'Angkar pouvait s'imposer avec un leader charismatique.

La nouvelle politique khmère rouge

La politique extérieure du nouveau régime laissa peu de doute quant à l'abandon de la politique pacifiste que prônait le Sihanouk d'alors. Comme tout régime autoritaire, le régime en place désirait s'étendre au maximum dans ce qu'il considérait lui appartenir de droit. Voulant reconquérir l'ancien empire khmer, la guerre éclata aux frontières vietnamiennes et thaïlandaises. Ces affrontements étaient dus à deux facteurs principaux. Le premier, comme cela a été dit, réside dans la volonté expansionniste du nouveau régime. Le second est plus inquiétant pour les Khmers rouges. En effet, tant la Thaïlande que le Vietnam ont commencé à décrire en 1977 les atrocités perpétrées par Pol Pot et sa clique au Cambodge. Tout s'accéléra alors pour le régime, Pol Pot devant montrer qu'il était le dirigeant du pays et qu'il n'entendait pas être discuté. Il annonça alors a cours d'un discours que le FUNK n'était qu'une façade ayant permis au Parti communiste du Kampuchéa d'accéder au pouvoir, il débuta des purges au sein du régime et envoya des bataillons khmers aux frontières, voire à l'intérieur des pays voisins. Cette nouvelle logique belligérante s'inscrit aussi dans un contexte de tension au sein du bloc communiste. De manière simpliste, le bloc communiste se divisait entre les pros-soviétiques et les pros-chinois. Le Vietnam était un allié du premier, tandis que le Cambodge du second. Dans cette guerre idéologique, le voisin chinois usa à merveille de son allié pour affaiblir le Vietnam. Lors d'un voyage à Pékin en septembre 1977, Pol Pot fut reçu de manière splendide afin de marquer tout le soutien du peuple chinois à son combat tant intérieur qu'extérieur. Ensuite, il se rendit en Corée du Nord qui lui apporta aussi toute sa

sympathie et son soutien. Conforté dans ses prises de position, Pol Pot revint satisfait du succès politique qu'il avait obtenu.

Mais aussi, ce voyage permit aux leaders du régime de comprendre que Sihanouk pouvait encore jouer un rôle qui leur serait utile. En effet, allié de longue date des régimes coréens et chinois, ces derniers demandèrent à Pol Pot de faire en sorte que Sihanouk sorte de son silence afin d'aider le renouveau politique au sein du Kampuchéa démocratique. Concrètement, à son retour Pol Pot fit des signes de pacification envers le prince. Il lui apporta des présents de la part des dirigeants nord-coréens et fit diffuser des films au palais. De plus, ordre fut donné aux gardes de mieux se comporter à l'égard des locataires du Palais royal. Si Sihanouk n'était pas dupe de cette évolution positive de sa situation, il joua le jeu pour ne pas froisser les leaders et préserver sa famille d'éventuelles représailles. Sortant alors de plus d'un an de silence, il écrivit une lettre de félicitations au Parti communiste du Kampuchéa, soulignant la réussite du voyage international que venait d'effectuer le leader. Cette lettre fut tout de suite retranscrite à la radio khmère.

En fait, l'amélioration des conditions de vie de Norodom Sihanouk et de sa famille était directement liée à l'évolution de la position internationale du régime. Plus la guerre avec le Vietnam s'envenimait, plus l'image de Sihanouk redevenait utile aux Khmers rouges. Alors emprisonné au Palais, les dignitaires khmers rouges firent sortir Sihanouk de Phnom Penh, afin de l'exhiber en province. C'est ainsi qu'au cours de l'année 1978, il put se rendre à Oudong, à Kompong Som, ou d'autres endroits du Cambodge. Cette nouvelle utilisation de l'image royale se voulait d'éluder les crimes que commettaient le régime et la défaite militaire qui se profilait pour le régime. Sihanouk échappa même de peu à une tentative d'enlèvement par des militaires vietnamiens, forçant alors son déplacement du Palais royal vers d'autres endroits de la ville.

En 1978, les relations entre Sihanouk et les maîtres du pays s'améliorèrent peu à peu. Pour autant, l'affrontement politique n'avait pas réellement tourné en faveur du prince. Sa démission avait entraîné son isolement politique, donnant là l'opportunité aux leaders khmers rouges d'agir seuls. Son retour sur le devant de la scène ne s'explique que par le contexte international défavorable. Autrement dit, Sihanouk ne redevenait utile qu'à un moment désespéré, à un moment où la situation intérieure ne pouvait s'améliorer du fait de la politique extérieure. Mais pour autant, lorsqu'on lui avait donné l'occasion d'agir à nouveau pour le bien du régime, Sihanouk avait répondu positivement à cette demande. A-t-il agité librement ? Cette décision est-elle volontaire ? A cette époque, Norodom Sihanouk était déjà conscient de la réalité du régime. Il n'y a pas à douter que cette décision est le fruit d'une réflexion plus profonde que simplement retrouver le devant de la

scène. Il agit par souci de survie, pour lui et sa famille. Son seul moyen de garantir sa sécurité passait par se rendre indispensable aux yeux de Pol Pot. Son approche pour parvenir à cette fin résidait en la force qui a toujours été la sienne de convaincre les foules, d'utiliser son image de héros de l'indépendance de son pays pour se rendre indispensable. Pour autant, le retour de Sihanouk sur la scène internationale n'enraya pas la défaite annoncée du gouvernement communiste.

Chapitre V – La chute du Kampuchéa démocratique (1978-1979)

Le 31 décembre 1977, Pol Pot rompit officiellement les relations diplomatiques avec le pouvoir d'Hanoï. Même si cet affrontement armé avec le voisin vietnamien avait débuté bien plus tôt, cette date marqua le début de la chute du régime communiste et la fin des malheurs du peuple khmer. Pour autant, entre le début officiel des hostilités et la prise de Phnom Penh par les forces annamites, une année s'écoula. Nous l'avons dit, la guerre permit à Sihanouk de jouer à nouveau un rôle servant la propagande communiste. Mais cette année est marquée par bien des circonvolutions qui marqueront fortement le futur du Cambodge, mais aussi le futur des relations Khmers rouges – Sihanouk.

Les divisions internes

A la fin de l'année 1977, puis au cours de l'année 1978, la guerre avec le Vietnam constitua le sujet principal de préoccupation des cambodgiens. Mais, comme Lon Nol en son temps, les hauts-dirigeants khmers rouges sur-estimèrent leur force militaire. Et les vietnamiens, forts de leur expérience passée à lutter contre les colons français puis les forces américaines, avaient éprouvé leurs méthodes militaires.

En d'autres mots, l'affrontement qui s'enlisait avec le Vietnam menait inéluctablement à la défaite cambodgienne. Et, subissant revers sur revers, le gouvernement du Kampuchéa démocratique chercha des responsables. Comme Hitler congédia ses généraux Von Bock et Halder du fait de la défaite annoncée de la campagne de Russie, Pol Pot chercha des coupables. C'est ainsi qu'au cours des six premiers mois de l'année 1978, la prison S-21 accueillit plus de cinq mille sept cent soixante prisonniers qui furent exécutés. Et parmi ces prisonniers demeuraient de nombreux militaires du front de l'est, c'est-à-dire le front vietnamien. Ces purges sont communes aux différents régimes totalitaires. On pense ainsi aux purges staliniennes des années 1930, à la purge de Pride en Angleterre ou même plus récemment aux purges opérées en Turquie par le Président Recep Tayyip Erdogan. Des personnalités importantes furent éliminées par le gouvernement de Phnom Penh. Par exemple, So Phim, secrétaire du parti pour la zone est, fut accusé de trahison et préféra se suicider que d'être arrêté puis torturé. De nombreux autres dignitaires khmers rouges subirent le même sort : Chou Chet (secrétaire de la zone ouest), Vorn Vet (ministre de l'économie), etc.

Comme il a déjà été dit, les divisions internes et la guerre contre le Vietnam permirent à

Sihanouk de connaître un certain retour en grâce aux yeux du pouvoir de Phnom Penh. Il n'y a nul besoin de se répéter sur ce point, mais il est certain que l'affaiblissement politique du régime servit les intérêts de Sihanouk. Et ce nouveau tournant dans l'histoire du Kampuchéa démocratique souligna toute l'ambivalence de la relation qui noue Sihanouk à son pays. Bien que conscient des torts que causaient les Khmers rouges auprès de son peuple, détruisant le pays à petit feu, il ne pouvait imaginer l'invasion vietnamienne comme une possibilité. Il proposa alors ses services aux dirigeants communistes, félicita l'armée du Kampuchéa et souhaita publiquement la victoire du régime de Pol Pot. Ce message fut par la suite diffusé à la radio, comme un nouvel élément de propagande. Pour autant, il faut comprendre que le prince a voué sa vie à servir son pays. Quel que soit les sacrifices, l'indépendance et la souveraineté de son pays comptaient plus que les torts que pouvaient causer les khmers au pouvoir. Mais Sihanouk n'avait plus la capacité de réunir tout son peuple autour de sa personne, les dirigeants khmers rouges ne voulant en aucun cas lui laisser le pouvoir. De plus, les défections se multipliaient au sein de l'armée, voyant les nombres de cambodgiens présents au Vietnam croître de manière exponentielle. Ce regroupement de khmers sera pour le Vietnam la solution pour mettre fin au conflit.

L'armée khmère de libération

Las de la menace constante que représentait le Cambodge vis-à-vis de sa population, le pouvoir d'Hanoï se décida à mettre un terme aux exactions, et donc à renverser le pouvoir en place. Pour cela, le gouvernement vietnamien mis sur pied un Front d'union nationale pour le salut du Kampuchéa (FUNSK). Ce FUNSK avait pour objectif de regrouper tous les réfugiés khmers souhaitant faire tomber le pouvoir en place au Cambodge. En effet, dans la guerre qui l'opposait à son voisin, le Vietnam avait recueilli bon nombre de réfugiés lors de ses incursions en territoire khmer. S'ajoutent à ces réfugiés, des anciens khmers rouges qui s'étaient volontairement exilés du pays, fuyant ainsi les purges pratiquées au sein des armées khmères rouges. Et ces éléments de l'organisation khmère rouge grossissaient au fil des mois. Des personnalités importantes composaient ce FUNSK. On retrouve ainsi Heng Samrin, ancien commandant de la 4^e division de la zone est du Kampuchéa démocratique et aujourd'hui Président de l'Assemblée nationale et du Conseil d'Etat ; Chéa Sim, ancien secrétaire khmer rouge d'une partie de la zone est et Hun Sen, aujourd'hui considéré comme le détenteur réel du pouvoir au Cambodge depuis 1985. Cette force armée khmère était bien entendue sous ordres directs du pouvoir vietnamien. Les Khmers rouges et Sihanouk voyaient ainsi l'Histoire se répéter. Eux qui s'étaient exilés pour former un gouvernement de résistance à l'étranger ne pouvaient que constater qu'une nouvelle résistance s'était mise en place, de manière similaire pour les renverser. Norodom Sihanouk aurait pu jouer un rôle au sein de ce

nouveau gouvernement en exil. Non pas qu'il en est exprimé l'envie, mais la tentative avortée d'enlèvement par un commando vietnamien en 1978 avait pour objectif final de proposer au prince de prendre la tête du front anti-Khmers rouges. C'est aussi par cet épisode que les leaders communistes multiplieront les signes de déférence et de considération à l'égard de Sihanouk.

Cet incident n'est pas anecdotique pour comprendre l'aura du prince et la perception de sa personne par tous les prétendants au pouvoir au Cambodge. Qu'ils soient communistes khmers rouges ou communistes exilés au Vietnam, Sihanouk fait le consensus. Malgré son alliance avec les Khmers rouges, sa personne ne semble pouvoir être atteinte. Comme les empereurs romains déifiés, un nimbe semble entourer Norodom Sihanouk. Pour autant, la réticence connue du prince à voir son pays abandonner son indépendance au profit d'un tiers pouvait conduire à douter de la réussite d'un tel projet.

En plus de ce gouvernement, les vietnamiens aidèrent à la création des Forces armées populaires révolutionnaires du Kampuchéa (FAPRK). Ces forces armées placées sous la direction d'anciens officiers khmers rouges étaient composées d'exilés khmers. Autrement dit, si l'offensive vietnamienne sera principalement composée de combattants locaux, une force résiduelle sera cambodgienne. A l'instar des commandos Kieffer débarquant en Normandie aux côtés des forces alliées, les khmers allaient aider à la libération de leur pays.

L'invasion vietnamienne

Une fois l'alternative au régime khmer rouge matérialisée, l'armée vietnamienne prépara son offensive pour la période sèche. Les mouvements incessants de combattants khmers le long de ses frontières, voire à l'intérieur de ses terres ne laissa que peu de choix au Vietnam. Sous la direction du général Vn Tiên Dung, une armée conséquente de plus de cent vingt mille hommes franchit la frontière le 25 décembre de l'année 1978. Très vite, les divisions khmères rouges furent dépassées. Les troupes vietnamiennes atteignirent rapidement Phnom Penh et le 7 janvier 1979 le régime du Kampuchéa démocratique fut officiellement renversé. Cette victoire est avant tout une défaite tactique et militaire des communistes cambodgiens, ayant sous-estimé les forces adverses et les préparatifs à effectuer. Tous les dignitaires khmers rouges fuirent alors la capitale, se réfugiant en province. Le gouvernement céda à la panique. Pol Pot s'enfuit à Pailin, puis à Trasanh, entrant alors en clandestinité. Les résidus de l'armée khmère rouge se trouvèrent éclatés entre le nord-ouest et le sud-ouest du Cambodge. De nombreux réfugiés cambodgiens, par dizaine de milliers, se réfugièrent chez l'autre puissance régionale thaïlandaise.

Et Sihanouk dans tout cela ? Là encore son rôle était hors du Cambodge. Peu avant la prise de

Phnom Penh, Sihanouk fut reçu par les hauts dignitaires khmers rouges avant que ceux-ci fuient la capitale. Réuni autour de Pol Pot, Ieng Sary et Kiêu Samphan proposèrent au prince de se rendre à l'ONU pour représenter le Cambodge face à l'invasion vietnamienne. Autrement dit, prévoyant la défaite inéluctable, les dirigeants communistes désiraient ainsi se rendre à nouveau en clandestinité pour lutter contre l'opresseur vietnamien tandis que l'ex-monarque plaiderait leur cause aux nations-unies. C'est donc la veille du 7 janvier 1975 que Sihanouk quitta le Cambodge pour Pékin en tant que Haut Représentant du Kampuchéa démocratique. Quelques années plus tard, Sihanouk écrira ce qu'il ressentit à ce moment précis : *« je n'avais jamais osé croire que je pourrais recouvrer la liberté. Je vois certes la défaite militaire venir à grands pas, mais je vois aussi la fin des misères pour mon peuple libéré lui aussi des griffes de Pol Pot »*. Il dit même qu'il était conscient que les Khmers rouges *« avaient rêvé de consolider à la longue leur régime au point de pouvoir [le] liquider physiquement, sans que la communauté internationale ne puisse protester contre [son] assassinat »*. Lors de sa rencontre avec Pol Pot, la première où Saloth Sâr assume officiellement face à Sihanouk sa position au sein du régime, un bref résumé de la situation militaire lui sera fait. Ne voulant accepter la défaite, les forces armées khmères rouges prétendent vouloir tendre un piège aux vietnamiens en les laissant prendre Phnom Penh pour ensuite mieux les repousser hors du territoire. Autrement dit, pendant que Sihanouk serait à l'ONU, les leaders khmers reprendraient en quelques mois le pays par la force. Ce qui devait durer seulement quelques mois dura plus de dix ans.

Trois ans et huit mois après leur conquête du pouvoir, l'alliance formée par les Khmers rouges et Sihanouk demeurait. Durant cette période, bien des massacres et des exactions furent commis. L'union des forces royalistes et communistes n'avait pas été égale, ces derniers ayant réellement dirigé le pays d'une main de fer durant cette période. Tantôt Chef d'Etat et tantôt prisonnier des Khmers rouges, le prince Sihanouk fuyait Phnom Penh dans une indécision totale. Heureux de voir ce régime disparaître pour tous les malheurs qu'il avait apporté à son peuple, il ne pouvait cependant s'accorder à laisser les vietnamiens diriger le pays. Car, si officiellement le pays était désormais gouverné par le FUNSK et à sa tête Heng Samrin, c'est bien le pouvoir d'Hanoï qui imposait sa volonté et ses règles au peuple khmer. De nouveau, Khmers rouges et Sihanouk allaient oeuvrer aux côtés l'un de l'autre dans la résistance.

Chapitre VI – La résistance khmère (1979-1991)

Ayant fuit Phnom Penh pour la capitale chinoise, Sihanouk se voit très vite dans l'obligation d'agir face aux événements en cours dans son pays. Le peu des soldats khmers rouges encore en vie se réfugièrent à l'ouest, près de la frontière thaï afin d'organiser une résistance interne. Les vietnamiens contrôlent le pays en mettant en place le FUNSK, gouvernement entièrement dévoué à leur cause. Quelques jours après son arrivée en terre chinoise, le 8 janvier, une conférence de presse avec Norodom Sihanouk fut organisée. S'il s'attendait à être principalement interrogé sur la situation actuelle de son pays, envahit par une puissance étrangère, la plupart des questions concernèrent le régime khmer rouge en tant que tel, les atrocités qu'il avait commises et le rôle qu'il avait pu jouer dans ces dernières. Lors de cette séance de questions avec la presse, le prince précisa le fond de sa pensée, c'est-à-dire que malgré l'horreur du régime de Pol Pot, celui-ci valait mieux que l'aliénation du Cambodge aux vietnamiens. Il précisa ainsi « *qu'il ne s'agit pas de défendre l'indéfendable, mais le Cambodge, en dépit des Khmers rouges, reste [sa] patrie.* » et qu'ainsi il considère comme un devoir « *de faire condamner l'invasion du Cambodge par le Vietnam* ». S'ouvrit alors une période de doute pour Sihanouk, qui se devait de défendre le Kampuchéa démocratique devant les nations unies, mais ne pouvait rester lié aux Khmers rouges, leurs crimes étant aujourd'hui connus de tous.

Sihanouk en proie à l'incertitude

Le 9 janvier 1979, le prince se rend à New-York pour défendre la position khmère rouge devant les instances de l'ONU. Ce déplacement, comme auparavant, se fait sous la surveillance de khmers rouges, mi-geôliers mi-secrétaires. Mais, contrairement à la tournée internationale qu'il avait entrepris avant l'arrivée au pouvoir des forces communistes, Sihanouk rencontra beaucoup d'animosités. En effet, les infamies commises par le régime du Kampuchéa démocratique étaient désormais connues de tous. Les journalistes ne laissèrent que peu de répit au prince, préférant porter leur attention sur les crimes perpétrés par ses alliés que sur l'invasion vietnamienne. D'ailleurs, le Conseil de sécurité de l'ONU ne condamnera que faiblement l'agression annamite, exigeant seulement le retrait de toutes troupes non cambodgiennes.

Rarement Sihanouk n'avait connu une telle défiance et un tel mépris de la part de ses interlocuteurs occidentaux. Ce rejet du régime qu'il avait aidé à accéder au pouvoir provoqua chez l'ex-monarque une prise de conscience soudaine. Evidemment, et ce depuis quelques années, il était déjà conscient que les Khmers rouges avaient causé bien des torts à son pays. Mais jamais il n'avait

pensé abandonner son pays face à une puissance étrangère. Et pourtant, c'est au cours de son voyage aux Etats-Unis qu'il demanda discrètement le statut de réfugié politique. Si la puissance américaine pris en considération cette demande, elle ne put aboutir. En effet, les relations passées tendues avec le prince n'étaient pas totalement tombées dans l'oubli au sein du pays, ses fortes positions anti-américaines de l'époque, son opposition systématique au régime de Lon Nol et sa participation dans l'édification du régime meurtrier communiste formaient un réel frein à l'accession à ce statut. La France de Valérie Giscard d'Estaing lui offrit un tel statut, sous la condition expresse qu'il cesse toute activisme politique. Autrement dit, cela empêchait Sihanouk de faire toute déclaration publique, par écrit ou à l'oral. Quand on connaît l'histoire de Sihanouk, son engagement politique et son immixtion dans les affaires de son pays depuis plus de trente ans, il apparaît peu probable qu'il accepte de telles conditions. C'est ainsi que, par dépit et en l'absence de choix, il retourna en Chine, avec toutefois l'assurance que ses hôtes ne le forceraient plus à travailler avec les communistes khmers.

L'organisation d'une résistance

Contrôlé et dirigé par les forces vietnamiennes, le Cambodge de l'année 1979 a perdu sa souveraineté. De cette situation exceptionnelle va naître une alliance tout autant invraisemblable pour recouvrir l'indépendance du pays.

Trois factions politiquement rivales vont se former, puis s'unir afin de lutter contre l'opresseur. Tout d'abord, les Khmers rouges continuèrent à exister. Bien qu'ayant été chassés du pouvoir, ils gardent le contrôle dans certaines régions à la frontière thaïlandaise et continuent à former officiellement un gouvernement. Ce gouvernement est spécial, car n'ayant à sa tête aucun Président, le poste demeurant vacant. En effet, le nom de Pol Pot étant désormais associé aux atrocités commises, celui-ci se retira de l'organigramme officiel, le premier haut dignitaire nommé étant Khiêu Samphân. Il ne faut cependant pas être dupe du rôle constant que le leader avait au sein de l'organisation.

Deuxième force s'étant créée pour combattre le nouveau régime du FUNSK, le Front national de libération du peuple khmer (FNLPK) se compose principalement d'anciens nationalistes du temps du régime de Lon Nol. Cette force libérale et nationaliste était seulement composée d'une dizaine de milliers d'hommes, présents à frontière khmère-thaïlandaise, mais qui comptaient bien se battre activement pour leur pays. Cette force avait comme président Son Sann, ancien membre du parti démocrate qui avait essayé de peser politiquement au début des années 1970.

Enfin, la dernière composante de l'opposition était royaliste et, par conséquent, sihanoukiste.

C'est d'ailleurs ce dernier qui mit tout en œuvre pour créer ce nouveau parti, toujours existant aujourd'hui. En mars 1981, alors présent en Corée du Nord, le prince se demandait comment agir pour sa patrie. Il avait refusé de prendre la tête des deux principales forces d'opposition, les Khmers rouges et le FNLPK. Il décida alors de créer un nouveau parti, fidèle aux idées défendues par Sihanouk depuis toujours. Ce parti prit le nom de Front d'union nationale pour un Cambodge indépendant et neutre, pacifique et coopératif (Functinpec). Ce nom à rallonge, Functinpec, résumait ce que Sihanouk considérait être sa politique de toujours : souveraineté, neutralité et non-violence. Toutefois, il dut former une armée, nommé Armée nationale sihanoukienne. Cette force militaire était cependant très faible comparée aux deux autres factions combattantes, notamment les forces khmères rouges. Toutefois, par le biais de ce parti, le prince s'installa de nouveau comme un élément incontournable de la politique cambodgienne.

Si sur le plan national, la situation apparaît déjà complexe, l'occupation vietnamienne du royaume khmer souleva une réelle problématique internationale. En 1979, nous sommes dix ans avant le début de l'effondrement du bloc soviétique. L'opposition capitaliste/communiste est toujours d'actualité, et même au sein de ces deux camps idéologiques des tensions se font ressentir. Tout d'abord, derrière le Vietnam se trouve l'URSS qui appuie fortement l'expansion de sa doctrine à travers le monde. Après le Sud-Vietnam, le Laos et bien des pays africains, le géant russe comptait renforcer sa présence en Asie du Sud-Est. Et ce notamment pour s'opposer à l'autre grande puissance communiste, à savoir la Chine. En effet, les relations sino-soviétiques sont en délicatesse depuis le début des années 1960, avec comme point culminant les incidents frontaliers de l'année 1969. Si depuis les relations semblent s'apaiser, c'est sur le plan diplomatique que l'affrontement se déroule. Peu importe les convergences idéologiques, seul compte la *realpolitik*. C'est ainsi que, fidèle à son comportement qu'elle a depuis bientôt une décennie, la Chine choisit de soutenir les Khmers rouges dans leur lutte contre l'envahisseur vietnamien. Cet appui à la guérilla communiste prend plusieurs formes. Signe ostensible de son opposition à l'expansion annamite, la Chine déclare la guerre à son voisin dans ce qui sera considéré plus tard comme une « *guerre pédagogique* ». En effet, assez brève, du 17 février au 16 mars 1979, cette guerre ne connaît pas de vainqueur. Les deux camps déclarent sortir gagnant des affrontements, qui firent tout de même entre 20000 et 50000 morts. La Chine aura pénétré dans le Nord du Vietnam, rencontrant toutefois une vive opposition vietnamienne. Le but définitif n'était sûrement pas d'envahir le Vietnam, la Chine se retirant d'elle-même, mais de montrer son désaccord aux événements en cours au sein du Kampuchéa. Enfin, de manière plus subtile, la Chine continua de fournir en armes et matériels les communistes khmers rouges. Ayant conclu un accord avec la Thaïlande, le Céleste-Empire accepta de ne plus soutenir la guérilla communiste au sein du pays en échange d'un ravitaillement constant

des Khmers rouges. Et, plus étonnant encore, les Etats-Unis vont se positionner dans ce conflit cambodgien. Bien que subissant encore le contrecoup de la défaite vietnamienne de l'année 1975, la puissance américaine ne compte pas abandonner ses positions en Asie, un des nombreux théâtre de la guerre froide. Il s'oppose alors vivement à l'invasion, apportant son soutien à la résistance. Autrement dit, pour contrer les communistes vietnamiens, les Etats-Unis soutiendront toute forme de résistance, y compris communistes khmers rouges ! Et ce, en pleine conscience des crimes commis par le régime lorsqu'il était au pouvoir. Cela paraîtrait impensable de nos jours, mais l'époque était aux jeux de pouvoir plus qu'aux convictions. Sans pour autant aider aussi directement le régime que les chinois, les américains firent en sorte de plaider la cause de Pol Pot auprès de leurs alliés et de conserver le siège du Kampuchéa démocratique à l'ONU au détriment du nouveau régime cambodgien.

La guérilla commune

L'opposition au FUNSK manque d'une réelle efficacité, ses acteurs s'affrontant entre eux. Ainsi, il arrivait aux bataillons khmers rouges d'attaquer et de détruire des bases du FNLPK, là où ce dernier déclarait que les Khmers rouges étaient leur ennemi n°1 bis. La force sihanoukienne, elle, si elle ne s'opposait pas frontalement aux deux autres, ne désirait en aucun cas se rapprocher d'elles. En effet, la première était désormais honnis pour ses crimes commis, tandis que la seconde était républicaine et donc non monarchiste. Mais, il parut évident que le seul moyen de résister fut de converger les forces en présence. Certains pays d'Asie opposés à cette occupation vietnamienne (Thaïlande, Malaisie, Singapour notamment) oeuvrèrent pour mettre fin aux discordances au sein de la résistance. Cet objectif prit un certain temps à être atteint. La première étape fut la signature d'une déclaration d'intention commune le 4 septembre 1981 pour créer un gouvernement commun. Mais, et surtout, c'est le 22 juin 1982 que les trois leaders (Sihanouk, Son Sann et Khiêu Samphan) se réunirent à Kuala Lumpur pour former le Gouvernement de coalition du Kampuchéa démocratique (GCKD). Encore une fois, le prince Sihanouk hérita du titre de Chef d'Etat, là où les autres dirigeants de l'opposition furent respectivement nommés Premier ministre et vice-Premier ministre. Trois ans après la chute du Kampuchéa démocratique, un gouvernement en exil s'était créé avec pour objectif de ré-investir le pays.

La guérilla put alors reprendre ses droits. Les affrontements avec les vietnamiens se multiplièrent tout au long des années 1980. Pour contrer les exactions des armées de résistance, les vietnamiens disposaient de deux options, plus ou moins efficaces. La première consistait à affronter directement les troupes ennemis, en formant de grandes offensives contre leurs bases. C'est ainsi

qu'en 1984, d'un commun accord avec le gouvernement d'Heng Samrin, l'armée vietnamienne déclencha la plus grande offensive depuis 1979. Celle-ci eut pour conséquence la destruction quasi totale des poches de résistance, sans distinction des factions. Toutefois, et là était la force de cette coalition, les troupes oscillaient entre présence au Cambodge et refuge en Thaïlande, ce qui rendait très dur la destruction totale du mouvement. De plus, Sihanouk faisait ce en quoi il avait un don indéniable, c'est-à-dire légitimer le mouvement à l'étranger. En tant que Chef d'Etat, il reçut ainsi des lettres de créances de plusieurs pays, ce qui montrait que le Kampuchéa démocratique était toujours considéré comme la seule entité légitime. De même, il conserva le siège à l'ONU, faisant voter régulièrement par son Assemblée générale une condamnation de la présence des troupes vietnamiennes au Cambodge. La solution guerrière était donc vouée à l'échec. La seconde option dont disposait le pouvoir en place était la compromission, ou autrement dit la mise en place des discussions entre le FUNSK et le GCKD.

C'est bien vers cette dernière option que le courant de l'Histoire donnera raison. Et, l'élément déclencheur a eu lieu à plus de 7000 kilomètres de Phnom Penh. A partir de 1985, Mikhaïl Gorbatchev accède au pouvoir en URSS. Ce dernier désigna les deux nouveaux axes politiques de la puissance mondiale : le *Glasnost* (transparence) et la *Perestroïka* (reconstruction). Autrement dit, ce renouveau soviétique allait indirectement mener à la fin de la guerre froide et de l'opposition systématique des blocs. Cette nouvelle politique força les leaders russes à réduire leurs zones d'affrontements à l'international, et notamment avec la Chine. Indirectement, la situation au Cambodge en fut changée.

Les accords de Paris

De part et d'autre, tant les dirigeants au pouvoir que ceux de la guérilla prirent conscience que la situation au Cambodge ne pouvaient demeurer ainsi. En effet, l'envahisseur vietnamien connut à partir de 1986 une réduction massive des aides soviétiques due à la nouvelle politique pré-citée. A cette baisse drastique des subventions s'ajouta un échec de la politique de collectivisation annamite. Le Vietnam ne pouvait plus entretenir son armée présente au Cambodge. Et cela, Hun Sen, au pouvoir depuis 1985, s'en rendit rapidement compte. Pour rester en place, il entreprit un détachement graduel de la force vietnamienne. Il changea ainsi le nom du régime en Etat du Cambodge, nom à consonance neutre, ce qui permit d'effacer les origines du régime. De même, le FUNSK fut remplacé par le Parti du peuple cambodgien (PCC), parti quasi systématiquement au pouvoir depuis sa création. En d'autres mots, il redora le blason du régime et se créa une nouvelle image, dans l'unique but de pouvoir être présent dans le nouveau Cambodge qui se dessinait. Hun

Sen commença d'ailleurs tournée des pays membre de l'Asean (Association des nations de l'Asie du Sud-Est) afin de faire reconnaître son mouvement, ce qui sera un succès, car en mars 1986 les pays de l'Asean qui étaient principalement contre l'ingérence vietnamienne votèrent en faveur d'une résolution qui comprenait le mouvement d'Hun Sen dans le futur gouvernement cambodgien.

Chez les éléments de la résistance aussi les choses bougeaient. Le Vietnam toujours présent militairement, ils ne pouvaient imaginer conquérir facilement le pouvoir, les forces s'équilibrant. Alors, la solution des négociations apparues au fil des mois, des années comme celle évidente. Les Khmers rouges, dans un premier temps, dissolurent la Parti communiste du Kampuchéa en 1981. Plus tard, Pol Pot lui-même fut officiellement mis à la retraite. La véracité de celle-ci se discute aisément mais cela exprime bien la prise de conscience des Khmers rouges que pour revenir au pouvoir, il fallait parvenir à des compromis.

Mais l'élément déclencheur du rapprochement des deux parties est à trouver dans une décision unilatérale de Sihanouk. Le 7 mai 1987, conscient de la fin probable de l'occupation vietnamienne, il démissionne de son poste de président du Kampuchéa démocratique. Hun Sen interprète ça, avec justesse, comme un signe de volonté de traiter avec lui. Quelques mois après, une offre de réconciliation nationale est lancée pour toutes les factions de la guérilla, sauf les Khmers rouges. Sihanouk rencontra Hun Sen pour la première fois en France au cours du mois de décembre 1987. Un communiqué commun insista sur le point que tous les partis devaient oeuvrer ensemble pour parvenir à résoudre la situation rocambolesque au Kampuchéa. Très vite, le processus de réconciliation s'accéléra sous la houlette de la France et de l'Indonésie, mandatée par les pays de l'Asean. Une première conférence internationale pour le Cambodge tint place à Paris en juillet 1989, regroupant les factions concernées, mais aussi les membres du Conseil de sécurité de l'ONU (donc dont l'URSS et la Chine), les membres de l'Asean et d'autres pays comme l'Inde ou le Canada. Si cette conférence n'aboutit pas, elle permit de faire avancer les consciences sur la question du Cambodge. Très vite, en septembre 1989, le Vietnam évacua l'ensemble de ses troupes du Cambodge.

L'évacuation des troupes vietnamiennes permit d'accélérer le processus de paix. En 1990, un conseil national suprême (CNS) est créé regroupant l'ensemble des partis politiques khmers et, un an plus tard, Sihanouk sera désigné à sa tête. C'est la même année, au cours du mois d'août 1991, que la conférence pour la paix s'ouvre à Paris. Cette conférence déboucha sur ce qui est aujourd'hui connu comme les « *Accords de Paris* ». Suite à ces accords, le Cambodge sera dirigé conjointement par le CNS et une autorité spéciale des nations-unies, l'Apronuc (Autorité provisoire des nations-unies pour le Cambodge). L'idée première était de rétablir la souveraineté du pays en établissant une

nouvelle Constitution. La tutelle onusienne s'arrêtera après l'élaboration de celle-ci par une Assemblée constituante. Pour autant, les intimidations et les jeux de pouvoir ne s'arrêtèrent pas. Lors des premières élections de mai 1993, les Khmers rouges avaient déjà annoncé se retirer du jeu électoral, face à la pression exercée par le PCC. Dès lors, seulement trois formations, celle de Son Sann, de Sihanouk et d'Hun Sen, participèrent aux élections. Le parti du prince arriva en tête des élections, qui furent un réel succès. Les liens qui autrefois unirent les Khmers rouges à Sihanouk s'arrêtèrent alors aussi brutalement. Désormais, le destin du monarque allait être lié à la politique de son pays, auquel les Khmers rouges ne prendraient plus ou peu part.

Après plus de vingt années à côtoyer les Khmers rouges, le destin offrit à Sihanouk une possibilité de s'en détacher. Sans hésiter, il préféra transgresser les Accords de Paris et oeuvrer à la reconstruction de son pays avec le nouvel homme fort, Hun Sen.

Quel jugement garde l'Histoire sur cette collaboration aussi ubuesque qu'imprévisible ? Sans pour autant supposer sonder les cœurs, il apparaît que le peuple cambodgien, première victime du régime khmer rouge, ne semble pas concevoir le prince comme responsable des massacres et de tous les torts subis. Plusieurs éléments vont dans ce sens. Norodom Sihanouk est la figure marquante du XX^e siècle au Cambodge. Comme un personnage intemporel, ses actes ne sont pas discutés car constituant des faits plus que des actions. Autrement, si la formule est généralisante, ce que Norodom Sihanouk fait est ainsi, sa personne laissant présupposer qu'il agit dans l'intérêt de son peuple. Il est évident que certains membres de la population ont pu critiquer son action, mais dans l'ensemble, le roi est considéré comme un socle, un pilier de l'Etat. Le simple fait qu'il soit redevenu roi du Cambodge en 1993 montre l'importance et la sérénité qu'il apportait dans son pays. Lui, le héros de l'indépendance, le cinéaste, Monseigneur Papa ne pouvait que s'employer à la grandeur du royaume khmer. Lors de son abdication en 2004, sa seconde en réalité, au profit de son fils, il prit le titre de roi-Père. Ancien monarque, il était désormais le père d'une nation. A sa mort, en 2012, des dizaines de milliers de personnes pleurèrent sa dépouille sur le chemin de l'aéroport, Sihanouk étant décédé à Pékin. La cérémonie religieuse accueillit plus de dix milles bonzes. Cet hommage national montre tout l'attachement d'un peuple pour son roi. Non inquiété par les jugements des anciens leaders khmers rouges, Sihanouk bénéficia d'une aura auprès des cambodgiens qui ne faiblit pas ou peu tout au long des années, oubliant même jusqu'à son rôle joué dans l'accès au pouvoir des communistes.

La postérité retiendra son nom comme celui d'un fou génial. Deux caractéristiques semblent se détacher du personnage. Une première qui est commune à tous les grands hommes d'un pays, celle d'un amour de son peuple, de la souveraineté de son Etat et du rayonnement de celui-ci. La deuxième, tout aussi commune, qui réside dans l'attrait à peine dissimulé pour le pouvoir. De son accès au trône à l'aube de la Seconde Guerre mondiale jusqu'à son abdication, le monde évolua et Sihanouk aussi. Tantôt monarque, tantôt chef de parti politique ou premier ministre, Norodom Sihanouk connut de nombreux titres pour un unique désir : diriger son pays pour apporter paix et joie à son peuple. Et pour parvenir à ce désir démesuré, il dut faire des concessions. Fortement influencé par la Chine et la Corée du Nord, il envisagea de pactiser avec ceux qu'il combattait quelques mois auparavant. Dans le monde actuel, il est difficile de concevoir un tel retournement de veste. Mais l'époque était différente, la guerre froide battait son plein, la carte du monde n'était

qu'un terrain de jeux pour ceux qui voulaient imposer leurs convictions. Alors, soutenir un idéal puis son opposé ne semblait pas inhabituel. Le rôle joué par les puissances mondiales (Chine, URSS, Etats-Unis) avant, pendant et après le régime du Kampuchéa démocratique atteste l'effacement de la moral face aux intérêts internationaux. Sihanouk, comme un homme de son temps, fit des concessions pour atteindre ses objectifs. Toutefois, sa conscience finit par prendre le dessus, ne pouvant ignorer totalement ce qui était en train de se passer dans son pays. Il devint alors prisonnier du régime qu'il aida à accéder au pouvoir. Doit-on juger un homme sur une erreur de jugement ? Certainement pas. Cependant, est-ce réellement une simple erreur du jugement ? Il a été démontré que, très tôt, Norodom Sihanouk était conscient que son alliance avec les communistes khmers était déséquilibrée, ces derniers étant les réels maîtres de la situation sur place. A-t-il par lâcheté ou facilité accepté ce rôle d'ambassadeur de la cause, qui ne lui promettait qu'un titre honorifique ? Ces questions, il est peu probable qu'une réponse systématique puisse y être apportée, et ce même par feu le principal intéressé. Il est plus prudent de penser que Sihanouk désirait apporter à son peuple de l'espoir, et ce même si cet espoir devait être rouge.

Table des matières

Introduction

Chapitre Premier : L'union politique

L'élaboration d'un gouvernement commun de résistance
Ieng Sary, l'envoyé spécial

Chapitre II : L'accession au pouvoir

La lutte armée interne
La lutte diplomatique
L'utilisation de l'image de Sihanouk au sein du pays
L'utilisation de l'image de Sihanouk à l'international
Le 17 avril 1975

Chapitre III : La cohabitation au pouvoir (1975-1976)

Premier retour de Sihanouk au Cambodge
Sihanouk, Chef d'Etat à l'étranger
Sihanouk, Chef d'Etat fictif

Chapitre IV : L'affrontement politique (1976-1978)

Démission de Sihanouk
Sihanouk, prisonnier des Khmers rouges
La nouvelle politique khmer rouge

Chapitre V : La chute du Kampuchéa démocratique (1978-1979)

Les divisions internes
L'armée khmère de libération
L'invasion vietnamienne

Chapitre VI : La résistance khmère (1979-1991)

Sihanouk en proie à l'incertitude
L'organisation d'une résistance
La guérilla commune
Les accords de Paris

Bibliographie indicative

Ouvrages

- *Chroniques de guerre ... et d'espoir*, Norodom Sihanouk, Hachette, 1979
- *Une tragédie sans importance*, William Shawcross, Balland, 1979
- *Souvenirs doux et amers*, Norodom Sihanouk, Hachette, 1981
- *Prisonnier des Khmers Rouges*, Norodom Sihanouk, Hachette, 1986
- *L'histoire terrible mais inachevée de Norodom Sihanouk, roi du Cambodge*, Hélène Cixous, Théâtre du Soleil, 1987
- *The Tragedy of Cambodian History*, David P. Chandler, Yale University Press, 1991
- *Sihanouk et le drame cambodgien*, Bernard Hamel, L'Harmattan, 1993
- *Prisonnier de l'Angkar*, Henri Locard, Les enfants du fleuve, 1993
- *Le Génocide Khmer rouge, une analyse démographique*, Marek Sliwinski, L'Harmattan, 1995
- *Le petit livre rouge de Pol Pot : Les pensées de Pol Pot*, Henri Locard, L'Harmattan, 1996
- *Cambodge année zéro*, François Ponchaud, Editions Kailash, 1998
- *A History of Cambodia*, David Chandler, Silkworm Books, 1998
- *Le Portail*, François Bizot, Edition de la Table ronde, 2000
- *Le Cambodge, une tragédie de notre temps*, Philippe Richer, Presses de Sciences-po, 2001
- *Le Cambodge : la décomposition ! Des analogies entre Pol Pot et Hitler*, René-Pierre Costa, Presses du Midi, 2002
- *Pol Pot : Anatomy of a nightmare*, Philip Short, Denoël, 2007
- *Cambodge et Khmers rouges, une tragédie oubliée*, Méas Pech-Métral & Georges Bogey, Editions de l'Astronome, 2008
- *Rescapée de l'enfer des Khmers rouges*, Denise Affonço, Petite Renaissance, 2008
- *Rouge Barbare*, Billon Ung Boun-Hor, Respublica, 2009
- *Les archives de Norodom Sihanouk*, Norodom Sihanouk, Ecole Française d'Extrême-Orient, 2010
- *Le piège khmer rouge*, Laurence Picq, Buchet Chastel, 2013
- *Sihanouk, le roi insubmersible*, Jean-Marie Cambacérès, Cherche-midi, 2013
- *Pourquoi les Khmers rouges*, Henri Locard, Vendémiaire, 2013

- *Norodom Sihanouk, la tragédie du peuple khmer*, Thach Toan, L'Harmattan, 2014

Articles

- *Le prince Sihanouk a loyalement appliqué en toute occasion sa politique de neutralité*, Le Monde Diplomatique, avril 1961
- *Une politique de neutralité dans l'Asie troublée*, Le Monde Diplomatique, octobre 1963
- *La destitution de Sihanouk était préparée de longue date*, Le Monde Diplomatique, avril 1970
- *Sihanouk et l'avenir du Cambodge*, Le Monde Diplomatique, mars 1980
- *Sihanouk : l'histoire du roi qui abdiqua deux fois*, Rfi, 14/10/2004
- *Le spectre des Khmers rouges*, Chronique ONU, 04/2008
- *Khmers rouges : le procès qui dérange*, Cambodge Post, 16/04/2009
- *Norodom Sihanouk : mort de l'ex-roi du Cambodge*, Le Monde, 15/10/2012
- *Sihanouk, feu le prince de la tragédie cambodgienne*, Libération, 15/10/2012
- *Cambodge : Norodom Sihanouk, un roi aux multiples alliances*, Courrier International, 16/10/2012
- *Cambodge : Norodom Sihanouk, un roi déroutant*, L'Obs, 16/10/2012
- *A Phnom Penh, le dernier voyage de Sihanouk, « Monseigneur Papa »*, Le Monde, 05/02/2013
- *Verdict historique contre les Khmers rouges*, Courrier International, 07/08/2014
- *Hun Sen, l'homme qui domine le pays depuis la chute des Khmers rouges*, Courrier International, 25/03/2015
- *17 avril 1975 : Phnom Penh tombe aux mains des Khmers rouges*, Le Figaro Histoire, 17/04/2015
- *Les Khmers rouges sont-ils coupables de génocide ?*, Courrier International, 11/09/2015